

« La folie des constructions » agace des Rennais

Toujours plus de projets immobiliers, plus hauts, plus grands, plus chers. Un patrimoine sacrifié au profit des promoteurs. C'est ce que dénonce des Rennais avec une pétition.

La polémique

80 grues

La maire socialiste de Rennes, Nathalie Appéré, a salué, lors de ses vœux au monde économique, le 11 janvier « une ville en transformation », en appelant sa « fascination pour le nombre de grues » présentes dans la capitale bretonne.

Un point de vue que ne partagent pas les défenseurs du patrimoine. « On a dénombré 80 grues à Rennes », s'alarment-ils, en grinçant des dents face à la multiplication des constructions au détriment des anciennes maisons.

« Il y a des aberrations, des ensembles sortis d'usine qui sont mis devant des bâtiments classés trois étoiles au patrimoine local », peste Michel Coignard, président des Amis du patrimoine, association qui revendique près de 150 adhérents.

Des Parisiens séduits

Classée en 2017 par *L'Express* comme étant la ville où l'on vit le mieux en France, Rennes et ses 215 000 habitants attirent. Désormais à moins d'1 h 30 de TGV de Paris, la capitale bretonne accueille notamment de nombreux Parisiens séduits par des loyers bon marché, la qualité de l'air, de nombreux parcs, des transports collectifs de qualité ou son économie avec un taux de chômage largement inférieur à la moyenne (7,1%).

La construction d'une nouvelle gare à l'architecture audacieuse, une deuxième ligne de métro en 2020, l'ouverture d'un palais de congrès dans un ancien couvent sont les signes de ce dynamisme.

Un patrimoine sacrifié

Mais certains Rennais estiment que leur patrimoine est sacrifié au profit des promoteurs immobiliers, dans une course à la « métropolisation » des grandes villes sur fond de rivalité régionale avec Nantes.

En 2018, ce sont ainsi 5 500 logements neufs qui ont été livrés dans la métropole rennaise (440 000 habitants), un record. Et ce ne sont pas les 70 000 nouveaux habitants attendus d'ici 2030 qui devraient inverser la tendance...

Aussi, une pétition « Protégeons



Classée en 2017 par « L'Express » comme étant la ville où l'on vit le mieux en France, Rennes et ses 215 000 habitants attirent.

CRÉDIT PHOTO : OUEST

l'espace urbain à Rennes », qui réclame qu'un immeuble soit construit moins haut en lisière du centre-ville, a recueilli plus d'un demi-millier de soutiens.

Les signataires vilipendent « des projets immobiliers qui, par la densité, la hauteur ou la nature des bâtiments, paraissent incompatibles avec leur environnement urbain et naturel » et qui évoquent « l'urbanisme erratique et débridé des années 1950 à 1970 ».

Table rase

Gauthier Aubert, auteur d'*Histoire de Rennes*, déplore « qu'on soit dans la logique de la table rase », créant « un effet patchwork », dans une ville dont le credo a longtemps été qu'on s'y sente bien, sans folie des grandeurs, qu'il a résumé par la formule « métro, vélo, bateau à Saint-Malo » le week-end.

« L'argument légitimant la destruction de ces maisons est qu'il ne faut

pas manger la ceinture rurale et ne pas empiéter sur les terrains agricoles, en y préférant la concentration. Certes, mais on pourrait faire preuve de plus de discernement, il n'y a pas de respect de ce qui pouvait exister auparavant, très souvent on détruit et on reconstruit, sans volonté d'insérer un bâtiment... », estime-t-il.

« Construire pour construire »

À la mairie, on assure qu'on n'est pas dans le plaisir de « construire pour construire » ou de « grossir pour grossir ». « On a bien lu *La Fontaine et La grenouille qui se veut aussi grosse que le bœuf...* », souffle Sébastien Sémeril, premier adjoint à la mairie de Rennes et délégué à l'urbanisme.

« On pourrait faire le choix de l'hypocrisie, en clair laisser le marché se faire, car on a une ville au firmament de plein d'indicateurs qui attirent la population extérieure », dit-il.

4 000 € du m²

« Mais il faut accepter de construire un peu plus haut parfois, quand on peut, pour accueillir d'autres personnes et ne pas être égoïste », dit-il. « moi je suis hébergé à Rennes, les autres tant pis pour eux », poursuit-il. Si on ne favorise pas la construction de logements, notamment sociaux, on exclut des habitants qui ne pourront plus habiter la ville et on n'aura que des personnes pouvant payer 4 000 € du mètre carré. »

D'où la volonté de ne pas « modifier » Rennes et de la reconstruire elle-même pour éviter tout étalement urbain.

Reste que la mairie assure avoir entendu certaines récriminations dans le prochain Plan local d'urbanisme (PLU), qui devrait entrer en vigueur en 2019, il sera désormais interdit de démolir un bien immobilier classé trois étoiles.

Ouest-France avec